

Coût de la vie

damentaux dans le monde entier. D'après moi, il a fondamentalement mal interprété la situation, de fait, le contrôle des salaires et des prix aurait très peu d'influence sur la réduction des principales sources de pression inflationniste, savoir la hausse des prix des denrées alimentaires et d'autres produits internationaux.

● (1630)

Au cours des quelques derniers mois, la plus grande partie des augmentations de prix des aliments s'est d'embellée produite à la ferme même. Je ne m'oppose pas à ce que les cultivateurs retirent des bénéfices justes—ils y ont droit depuis longtemps et il est temps qu'ils profitent eux aussi de leur bonne part des bénéfices—mais ces hausses de prix se trouvent découler de ce que les cultivateurs bénéficient d'une plus grande part de ce qui leur revient de bon droit au sein de notre économie, et je crois, comme le comité spécial sur les prix de l'alimentation est en train de le constater, qu'elles ne sont pas le fruit d'une extirpation massive et soudaine de la part des traiteurs, des distributeurs ou des détaillants de la chaîne de l'alimentation.

M. Baldwin: Depuis neuf ans que les Libéraux sont au pouvoir.

M. Turner (Ottawa-Carleton): De janvier 1972 à mars 1973, le prix de gros du porc a augmenté de près de 72 p. 100, alors que le prix de détail—comme l'indique l'indice des prix à la consommation—a augmenté de moins de la moitié de cela, soit 32 p. 100. Si le prix des bestiaux a augmenté de 21 p. 100 environ, le prix de détail du bœuf n'a augmenté que de 11.5 p. 100.

Que ferait le parti conservateur pour tempérer cette tendance à la hausse. Le député de Northumberland-Durham (M. Lawrence) a annoncé qu'il imposerait le gel des prix de l'alimentation...

M. l'Orateur adjoint: J'hésite à interrompre le ministre, mais son temps de parole est écoulé. Il ne peut continuer que si la Chambre y consent à l'unanimité.

M. Tom Bell (Saint-Jean-Lancaster): Aujourd'hui, monsieur l'Orateur, un certain nombre de députés aimeraient prendre la parole. Certes, nous sommes tous disposés à accorder quelques minutes de plus au ministre, mais il faudrait qu'on autorise un plus grand nombre de députés à participer plus tard au débat.

M. l'Orateur adjoint: La permission de poursuivre un discours au-delà du temps alloué n'a jamais été accompagnée de conditions. Êtes-vous d'accord pour que le ministre poursuive?

Des voix: D'accord.

M. Hees: Finis-nous ça, John.

M. Turner (Ottawa-Carleton): Je veux remercier mes collègues d'en face pour leur profonde attention.

Le député de Northumberland-Durham a déclaré que son parti bloquerait tous les prix des produits alimentaires, à l'exception des prix à la ferme, pour une période de 90 jours. Or, le 10 mai, le député de Don Valley (M. Gillies) a admis que bloquer tous les autres prix des produits alimentaires à tous les niveaux de la chaîne de production équivaldrait en réalité à un blocage des prix à la ferme également. Que devons-nous alors penser des nombreuses raisons avancées par le député de Northumberland-Durham pour exempter les prix à la ferme de tout blocage,

[M. Turner (Ottawa-Carleton).]

y compris le fait que nous sommes actifs dans un marché continental ou même international pour des produits comme le bœuf sur pied et que les produits maraîchers sont soumis à divers facteurs incontrôlables telles les conditions météorologiques, les variations saisonnières et la demande mondiale. Je suis d'accord avec lui, mais il devrait consulter son collègue le député de Don Valley pour s'entendre avec lui.

Les mécanismes que proposent les conservateurs ne toucheraient aucunement la seconde principale source de pressions inflationnistes, soit les augmentations mondiales des prix des produits. S'ils ne veulent pas payer les prix du marché, les Canadiens ne pourront pas se procurer les produits essentiels qu'ils doivent importer. Or, s'ils n'obtiennent pas ces produits, les prix vont augmenter encore plus au pays. De la même façon, il est évident que nous ne pouvons en aucune façon limiter les prix d'une vaste quantité d'autres produits importés au Canada, y compris une très grande partie des aliments que nous consommons.

Pas étonnant que le parti conservateur cherche à renforcer sa position chancelante en se servant de la 4^e étape, plus rigoureuse encore, du programme de contrôle des États-Unis, annoncée hier soir par le président Nixon, pour justifier en quelque sorte son propre programme. C'était sûrement, au fond, l'objet de la première question du chef de l'opposition (M. Stanfield) au cours de la période des questions aujourd'hui, et cette pensée était contenue implicitement dans une bonne partie des propos de l'honorable représentant. Il va de soi que je vais examiner tous les aspects du programme annoncé par le Président, mais je ne crois pas qu'un contrôle des prix et des revenus, indépendamment des aspects de son application, puisse se révéler efficace au cours d'une période prolongée par une diminution sensible des pressions inflationnistes dans les circonstances actuelles, du point de vue de la demande mondiale des produits agricoles et non agricoles.

Durant les 20 mois tout entiers, c'est-à-dire à partir du moment où le gouvernement a imposé un premier blocage des salaires et des prix en août 1971, jusqu'en avril 1973, date où certains contrôles sont passés à l'étape n° 3 du programme, le taux annuel désaisonnalisé de la hausse des prix à la consommation fut de 4.2 p. 100 aux États-Unis, contre une augmentation de 5.6 p. 100 au Canada. Étant donné que le Canada est beaucoup plus exposé aux forces mondiales de l'inflation, en raison de son commerce relativement plus considérable par rapport à la dimension de son économie, je ne crois pas que cette comparaison soit défavorable. Mais je tiens à signaler au chef de l'opposition que depuis que les États-Unis ont abordé la troisième étape de leur programme, les prix à la consommation ont augmenté de février à avril au taux désaisonnalisé annuel de 9 p. 100 chez eux, contre 6.2 p. 100 au Canada. Le prix des denrées alimentaires aux États-Unis a augmenté au taux annuel de 25.4 p. 100—bien que le pays ait été soumis aux restrictions plus rigoureuses de la deuxième étape—tandis que l'augmentation au Canada était de 15.9 p. 100.

Les conservateurs préféreront peut-être trouver un appui moral pour leur politique dans le programme annoncé par le président Nixon hier soir, mais laissez-moi attirer l'attention de la Chambre sur certaines différences essentielles. Contrairement aux conservateurs, le président n'a pas l'intention de bloquer les salaires ni de bloquer les intérêts, les dividendes ou les loyers. Contrairement aux conservateurs, le président a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de bloquer le prix des produits agricoles au niveau de la ferme qui constitue la principale origine des pressions inflationnistes, car cela réduirait les